

DAGR  
n° 356/2002

## ARRETE PREFECTORAL

d'autorisation d'exploiter une activité de stockage et  
de récupération de déchets de métaux.

LE PREFET DES LANDES,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations Classées pour la protection de l'environnement modifiée par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées,

Vu la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sur l'eau, modifiée par la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

En application de la circulaire du 10 avril 1974 relative aux dépôts et activités de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux,

Vu la demande présentée par Monsieur Roger ERNEST, gérant de la SARL ATLANTIQUE DE RECUPERATION, dont le siège social est situé Quartier Bernatéix, Lucq de Béarn, 64 360 MONEIN, en vue d'être autorisé à exercer commune de BAS-MAUCO, quartier Maroy, 40500 SAINT-SEVER un centre de récupération de ferrailles et de métaux déjà existant depuis 1967.

Vu les plans des lieux,

Vu le certificat constatant la publication et l'affichage de cette demande,

Vu le procès verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 8 janvier au 8 février 2002,

Vu les avis des services consultés,

Vu l'avis du Commissaire enquêteur du 28 février 2002,

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 7 mai 2002

Vu l'avis favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées,

.../...

Considérant que le dossier présenté répond aux exigences réglementaires exigées à ce type d'établissement ainsi qu'aux règles imposées en matières de protection de l'environnement notamment,

Considérant que la situation de l'activité déjà autorisée, existant depuis 1967, est en parfaite concordance avec le règlement du Plan d'Occupation du Sol actuellement en vigueur sur la commune de BAS-MAUCO,

Considérant qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé, que l'autorisation peut être accordée sous certaines réserves ayant pour but de sauvegarder l'hygiène et la sécurité publique,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Landes,

### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup> - La SARL ATLANTIQUE DE RECUPERATION, représentée par son gérant Monsieur Roger ERNEST, est autorisée à exercer parcelle 305a et 305 b, lieu dit Maroy 40500 BAS-MAUCO un Centre de récupération de métaux et d'alliages, aux conditions ci-après annexées qui devront être strictement appliquées.

Article 2 - Cette activité constitue une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 286.

Article 3 - La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 4 - Les conditions ci-dessus ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail et les décrets réglementaires pris en exécution du dit Livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 5 - Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 6 - L'exploitant devra se soumettre, à tout moment, à la visite de son établissement par l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 7 - Tout transfert sur un autre emplacement, toute extension, toute transformation des installations ou tout changement des procédés de fabrication entraînant des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi susvisée, doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 8 - L'arrêté d'autorisation cessera de produire son effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

**Article 9 – Voies de recours :** La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision est notifiée ou publiée.

**Article 10 :**

Une ampliation du présent arrêté et des annexes sera déposée à la Mairie de Bas Mauco – 40500.

**Article 11 :** M. le Maire de Bas Mauco est chargé de faire afficher à la Mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans les locaux de l'établissement.

Un avis sera inséré par mes soins et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux.

**Article 12 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de Bas Mauco, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au pétitionnaire.

Fait à Mont-de-Marsan, le

27 JUNE 2002

Le Préfet,

Préfecture de la Gironde  
le Mont-de-Marsan  
Directeur de Cabinet

ELISABETH BOUTARD

Mont-de-Marsan

# EXPLOITATION D'UNE ACTIVITE DE STOCKAGE ET DE RECUPERATION DE DECHETS DE METAUX ET D'ALLIAGE

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### EMPLACEMENT

**Article 1<sup>er</sup>** - Le chantier sera situé et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation sur un terrain situé sur la commune de BAS-MAUCO (40), au lieu dit Maroy, sur les parcelles cadastrées 305a et 305b section D situées en zone INC du Plan d'Occupation du sol pour une superficie de 12 400m<sup>2</sup>.

**Article 2** - L'entretien des moteurs de véhicules utilisés sur le site, le stockage des graisses, huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, auront lieu à l'abri.

**Article 3** - Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

- a) - des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange ;

- b) - des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

### AMENAGEMENT DU CHANTIER ET IMPLANTATION DE MATERIELS

**Article 4** - Afin d'interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Compte tenu de l'environnement, cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.

**Article 5** - L'accès depuis la route sera aménagé afin d'éviter tout stationnement sur la route des véhicules. Une enseigne précisant la destination de la Société sera installée de façon bien visible à l'entrée du site. En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des périodes d'exploitation.

**Article 6** - A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée et jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt.

**Article 7** - Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

.../...

**Article 8** - Le sol et les emplacements spéciaux prévus aux articles 2 et 3 seront imperméables et en forme de cuvette de rétention.

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout container ou canalisation.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc..., récupérés.

**Article 9** - Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

**Article 10** - Les ferrailles stockées sur l'aire de dépôt ne devront jamais être entassées sur une hauteur supérieure à 2 mètres.

### PREVENTION DES NUISANCES

**Article 11 - Bruit** : Toutes dispositions seront prises pour ne pas incommoder le voisinage par le bruit.

Les groupes motocompresseurs et les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du Code de la Route, doivent respecter quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application de Décret n°69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

Si des véhicules automobiles non assujettis au Code de la Route circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes au Code de la Route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

L'emploi d'avertisseurs sonores est interdit sur le chantier, à l'exception de ceux utilisables exceptionnellement pour des raisons de sécurité.

En cas de plainte une étude de bruit pourra être demandée au frais du pétitionnaire.

**Article 12 - Pollution des eaux** : Les eaux pluviales, eaux de lavages et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux définis aux articles 2 et 3 seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de 24 heures. Sa capacité sera au moins 10 m<sup>3</sup>.

Le contenu de ce bassin sera, soit enlevé par une entreprise spécialisée, soit rejeté après déshuilage.

La quantité d'hydrocarbures rejetée quotidiennement ne devra pas dépasser 100 g.

Le bassin de rétention sera entretenu de façon à conserver son étanchéité.

**Article 13** - Le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement des déchets liquides (soit le contenu du bassin de rétention, soit les produits recueillis à la surface du bassin et séparés par le déshuileur), des précisions sur leur destination et le traitement qu'ils subissent seront communiqués à l'Inspecteur des Etablissements Classés. Dans le cas où le traitement subi s'avérerait insuffisant, l'Inspecteur pourra prescrire toutes dispositions ou mesures qu'il jugera indispensables à cet égard.

.../...

**Article 14 - Pollution de l'atmosphère :** Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Des mesures seront prises pour éviter la dispersion des poussières, en particulier :

- les poussières émises lors travail des métaux seront captées,
- les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

**Article 15 - Incendie :** La quantité de stériles sera limitée à 300 m3.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de 8 m des dépôts prévus aux articles 2 et 3, et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

- prévues aux articles 2 et 3,
- réservées aux dépôts de stériles, pneumatiques, liquides et inflammables.

Cette interdiction précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

**Article 16 - Explosion :** Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus, il sera découvert des engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne),
- service des munitions des armées (terre, air, marine)
- gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

**Article 17 - Rongeurs, insectes :** Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une durée d'un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

.../...

## LUTTE CONTRE L'INCENDIE

**Article 18** - Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'extincteurs mobiles du type à poudre polyvalente à proximité de tout lieu d'activité. En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif.

La défense extérieure contre l'incendie sera assurée par un hydrant de 100 mm normalisé NFS 61213 débitant 17 l/s pendant 2 heures sous une pression minimum de 1 bar.

Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

**Article 19** - L'exploitant devra présenter, à la demande de l'inspecteur des Etablissements Classés, la justification des moyens d'élimination des stériles et pneumatiques, huiles et graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, pendant une durée d'un an.

Il notera la nature et les quantités des produits éliminés.

**Article 20** - Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner sur le chantier en l'état plus de 6 mois.

**Article 21** - La récupération et le traitement de transformateurs ou autres appareils contenant des P.C.B. sont interdits.

=0=0=0=0=0=0=0=